



CLASSIQUES
GARNIER

STEINER (Philippe), BENSIMON (Guy), HERLAND (Michel) et RIVOT (Sylvie),
« Revue des livres », *Revue d'histoire de la pensée économique*, n° 5, 2018 – 1,
p. 317-333

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-08068-8.p.0317](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-08068-8.p.0317)

*La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen
de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.*

© 2018. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

Jean-Baptiste Say and Political Economy, Text by Jean-Baptiste SAY,
translated and edited by Gilles JACOUD, Routledge, 2017, 277 p.

Philippe STEINER
GEMASS – Université Paris-Sorbonne

Cet ouvrage contient la traduction anglaise d'une série de textes avec lesquels Jean-Baptiste Say a introduit les cinq éditions de son *Traité d'économie politique* (1803, 1814, 1817, 1819, 1825), certains de ses enseignements au Conservatoire des Arts et Métiers (1820, 1828), puis au Collège de France (1831, 1832) et, finalement, son *Cours complet d'économie politique pratique* (1828). À cet ensemble de textes introductifs, l'éditeur du volume a judicieusement ajouté le chapitre consacré à l'histoire de l'économie politique dans le dernier volume du *Cours complet* (1830), flanqués d'un extrait de son long article sur l'économie politique paru dans l'*Encyclopédie progressive* (1826), et de la bibliographie de l'économie politique que Say avait placée à la fin de ce texte. Ces 12 textes permettront au lecteur non francophone de trouver rassemblés en un seul volume des réflexions de nature essentiellement méthodologique, un thème dont on ne saurait trop souligner l'importance lorsqu'il s'agit de comprendre la position de Say vis-à-vis de ses contemporains britanniques.

Le lecteur francophone peut quant à lui se reporter aux volumes déjà édités des *Œuvres complètes* de J.-B. Say pour y trouver l'essentiel des textes sélectionnés avec l'édition *variorum* du *Traité d'économie politique* (*Œuvres complètes*, volume 1, tome 1), le *Cours complet d'économie politique pratique* (*Œuvres complètes*, volume 2) et les introductions des cours au Conservatoire et au Collège de France dans le volume consacré aux enseignements de Say (*Œuvres complètes*, volume 4) – que j'ai eu le plaisir d'éditer en compagnie de Gilles Jacoud. Seul le texte paru dans l'*Encyclopédie progressive* manque ; il sera rapidement disponible dans le volume 6 des *Œuvres complètes* (*De la décade Philosophique à la Revue Encyclopédique*), en préparation, qui contiendra l'ensemble des articles publiés par Say.

Pour le lecteur francophone, l'intérêt de ce volume tient dans l'introduction avec laquelle l'éditeur présente son travail. Outre un

rappel des dates clés de l'œuvre de Say et de son activité dans la période qui va de la Révolution française à sa nomination au Collège de France, G. Jacoud met justement l'accent sur l'importance de ces textes introductifs lorsqu'il s'agit de comprendre la manière dont Say envisage l'économie politique. Dès le départ, l'économiste français est marqué par le projet de diffuser l'économie politique dans l'opinion publique française et européenne, diffusion dont il attend des effets bénéfiques pour l'activité économique d'une part, pour l'ordre politique de l'autre. Les lumières répandues dans l'opinion publique, l'administration, le gouvernement et dans l'élite économique – il ne faut pas oublier que le célèbre chapitre sur la loi des débouchés s'ouvre sur une féroce critique des aprioris erronés qui nourrissent les demandes protectionnistes des entrepreneurs – feront que de saines pratiques vont pouvoir se mettre en place à tous les échelons de la société. Les différents textes montrent la continuité forte qui existe dans l'œuvre de l'économiste français sur ce point.

Cette introduction est également l'occasion pour G. Jacoud de rappeler le fait que Say se montre de plus en plus critique des développements que ses collègues et amis britanniques tirent de l'œuvre d'Adam Smith qui leur sert à tous de point de départ. Say qui est tout autant théoricien que Malthus et Ricardo en visant ce qu'il appelle « les faits généraux » – que G. Jacoud assimile un peu vite à la notion d'ordre naturel laquelle comporte pourtant une dimension d'extériorité vis-à-vis de la vie sociale que ne suppose pas la notion sayenne de « fait général » – ne souhaite pas entrer dans des débats d'école, scholastique dit-il même, afin de ne pas affaiblir la dimension pratique de l'économie politique. L'intérêt des textes sélectionnés tient justement au fait qu'ils permettent d'une manière commode au lecteur anglophone de se saisir de cette dimension de l'œuvre de Say après la Restauration. Judicieusement, G. Jacoud met à part l'introduction de la première édition du *Traité*, dont la structure et le contenu diffèrent significativement des suivantes ; puis il approche les introductions des deuxième, troisième et quatrième éditions au moment où le différent avec Ricardo n'a pas encore pris corps comme le fait par contre bien voir l'introduction de la cinquième édition (la sixième publiée d'une manière posthume ne contient que très peu de modifications) où l'opposition devient explicite. Au point que, comme le relève G. Jacoud, Say ne fait figurer aucun texte de Ricardo dans la

bibliographie annexée à son article « Économie politique » de l'*Encyclopédie progressive* en 1826. L'introduction du *Cours complet* et le chapitre sur les progrès de l'économie politique placée dans les annexes du volume 6 du *Cours complet* confirment cette opposition à Ricardo et, dans une moindre mesure, à Malthus.

Les lecteurs intéressés par ces questions générales qui agitèrent le petit monde des économistes Européens au début du XIX^e siècle les retrouveront également avec la récente publication du troisième volume des *Œuvres complètes* contenant les différentes versions du *Catéchisme d'économie politique* suivi de l'édition des *Lettres à Malthus*. Deux textes qui rappellent l'un l'implication très directe de Say dans la diffusion aussi large que possible de l'économie politique dans le corps social et l'autre son opposition aux thèses des économistes britanniques.

Ces volumes, de même que le choix de textes traduits pour la première fois en langue anglaise dans l'ouvrage présenté et édité par G. Jacoud, permettront ainsi de comprendre le point de vue de Say sur ces questions générales et d'éviter de croire qu'il tenait alors le rôle de « l'idiot de la famille » pour s'être opposé à Malthus et Ricardo.

*
* *

Marx : la formation du concept de force de travail (l'économie politique et sa critique), Claude MORILHAT, Annales littéraires de l'Université de Franche-Comté, Série AGON N° 34, Presses universitaires de Franche-Comté, 2017, 150 pages. Index des auteurs cités, Bibliographie, Table des matières.

Guy BENSIMON
I.E.P. Grenoble

On peut examiner la formation d'un concept par un auteur à l'aide de deux méthodes, l'une historique, l'autre que nous appellerons « logique » ou « philosophique ». Pour la méthode historique, il s'agira de mettre en évidence, à partir de la succession des écrits de l'auteur, le processus

de réflexion qui le conduit à la formulation définitive de son concept. Pour la méthode logique, un concept étant un terme, une expression linguistique – ici le terme « force de travail » –, il s'agira d'examiner en quelles propositions (en quels termes) s'analyse ou se construit le terme « force de travail », ce qui veut dire : si l'on demande quelle est la signification de l'expression « force de travail », quelles propositions et termes faut-il émettre ou écrire pour répondre à la question ? Ces deux démarches ne sont bien sûr pas exclusives l'une de l'autre, bien que, dans une perspective d'histoire philosophique, la première devrait être subordonnée à la seconde : à partir de la signification actuelle, celle à laquelle parvient Marx, de l'expression « force de travail », on examinerait les constructions linguistiques élaborées auparavant par Marx qui le conduisent à la signification présente. En d'autres termes, on partirait de ses derniers écrits sur la question pour remonter aux premiers, avec comme fil conducteur le résultat auquel il est finalement parvenu, afin d'isoler du flot des écrits du passé ceux qui ont réellement rapport à ce résultat.

La démarche de Claude Morilhat se situe clairement dans le cadre de la méthode historique, ce qui le conduit à intégrer la question de la force de travail dans un contexte beaucoup plus large d'histoire de la pensée économique ou politique, et à retracer les inflexions de la pensée de Marx au long de sa vie. Ainsi, il écrit dans son introduction : « Saisir le mouvement qui conduit Marx de ses premières réflexions en ce domaine [l'économie politique] jusqu'à la formation du concept de force de travail constitue l'objet central de notre investigation » (p. 10), soulignant qu'il s'agit « d'un concept crucial », la « base essentielle de la pensée économique marxienne, du couple indissociable : force de travail/survalueur » (*Id.*). De fait, le plan de l'ouvrage découle de cette intention de l'auteur, le fil conducteur que l'on peut trouver, s'il en est, étant le passage chez Marx, de la conception du salaire comme prix du travail à la conception (« scientifique ») du salaire comme prix de la force de travail.

L'ouvrage est divisé en sections (ou en paragraphes), plutôt qu'en chapitres.

La première section (p. 10-29), *Le sens commun et l'économie politique*, part de l'idée qu'aux rapports de dépendance personnelle se substituent, sous l'effet de l'émergence et du développement des rapports marchands, des rapports d'égalité naturelle entre les hommes. La valeur sociale de

l'homme est ramenée à celle de son travail, lequel est susceptible d'être échangé à un prix résultant d'un contrat, le salaire. Le salaire une fois posé comme prix du travail, la détermination de son montant est réglée, principalement, par le prix des subsistances nécessaires à la reproduction du travailleur, mais aussi par l'offre et la demande de travail. L'auteur examine les thèses de différents auteurs sur ces questions liées à la théorie de la valeur, depuis Hobbes et Locke jusqu'à Ricardo et Malthus, en passant par Petty, Hume, Quesnay, Smith, etc. On a donc affaire à un survol « économique-politique » de la pensée d'auteurs sur la question du salaire conçu comme prix du travail.

Dans la deuxième section (p. 29-49), *L'économie orthodoxe contestée*, C. Morilhat s'intéresse à certains critiques de l'économie politique classique : Sismondi, Hodgskin et Thomson.

L'auteur remarque que Sismondi approche la notion de plus-value, sous le nom « mieux-value », bien qu'il ne la développe pas : « Le travail que l'ouvrier fera dans l'année vaudra toujours plus que le travail de l'année précédente avec lequel cet ouvrier s'entretiendra. » (Sismondi, cité par l'auteur p. 31).

Hodgskin et Thomson, qui considèrent que seul le travail est à l'origine des richesses, ont en commun de s'appuyer sur l'opposition ricardienne entre salaires et profits pour défendre le point de vue du travail. Si Marx a consacré de longs développements à Hodgskin dans ses *Théories sur la plus-value*¹ – bien que son travail ait finalement peu à voir avec les concepts proprement dits de force de travail et de plus value –, il n'en va pas de même de Thomson, qui n'est qu'évoqué et très peu cité par Marx. Pourtant, Thomson a suffisamment approché la notion de plus value pour susciter l'idée qu'il en était le véritable inventeur². Alors que Hodgskin situait l'origine du profit dans l'asservissement des travailleurs par le pouvoir des capitalistes, Thomson la trouve dans la valeur ajoutée par le travail à ce qui est nécessaire à son entretien, c'est-à-dire à la reproduction de sa capacité de travail (*capability of producing*, p. 46) :

Il ne peut y avoir d'autres sources de profit que la valeur ajoutée au matériau brut par le travail guidé par l'habileté employé sur lui. Les matériaux, les constructions, la machinerie, les salaires, ne peuvent rien ajouter à leur

1 T. III, Éditions sociales, p. 308-373.

2 L'auteur se réfère à P. Dardot et C. Laval, *Marx, prénom : Karl*, Paris, Gallimard, 2012, et à C. Laval, *L'ambition sociologique* [2002], Paris, Gallimard (Coll. Folio), 2012.

propre valeur. La valeur additionnelle (*additional value*) provient du travail seul (Thomson, cité p. 45).

Plus loin, il énonce que, pour le capitaliste, « la totalité de la survaleur (*surplus value*) doit lui revenir en raison de son intelligence supérieure et de son habileté à accumuler et avancer aux travailleurs son capital ou l'usage de celui-ci » (Thomson, cité p. 46)³. Toutefois, selon l'auteur, si Thomson donne une première formulation de la notion de plus-value, s'il dépasse « l'évidence immédiate qui fait du salaire le prix du travail » (p. 47), elle n'est pas approfondie et reste à l'état intuitif, alors que son analyse est au fondement de la théorie économique de Marx.

La troisième section de l'ouvrage, *Marx, la récusation critique de l'économie politique* (p. 49-67), est centrée sur les écrits de jeunesse de Marx, principalement les *Manuscrits de 1844* et *La Sainte famille* (1845, en collaboration avec Engels). L'auteur y décrit les résultats, très imprégnés de la philosophie de Hegel, des premières fréquentations de Marx avec les économistes. Marx, dans ces écrits, ne reformule aucun concept économique. Tout en reconnaissant que les économistes ont finalement mis le travail au rang de principe unique de l'économie politique, sa critique repose sur le fait qu'ils ne prennent pas en compte la dimension « humaine » de l'économie capitaliste, ce qui les rend incapables d'en trouver la clé de compréhension dans l'aliénation de l'homme, du travailleur. L'auteur développe longuement ce thème de l'aliénation, les rapports de celle-ci avec la propriété, avec la division du travail, ses différentes formes, etc. Mais surtout, derrière l'aliénation de l'homme (ou en conséquence de son aliénation) se profile la mission historique du prolétariat, point d'orgue de la pensée de Marx sur la question :

Dans le prolétariat, l'homme s'est en effet perdu lui-même, mais il a acquis en même temps la connaissance théorique de cette perte ; [...] la misère qui s'impose à lui inéluctablement – expression pratique de la *nécessité* – le contraint inévitablement à se révolter contre pareille inhumanité ; c'est pourquoi le prolétariat peut, et doit nécessairement, se libérer lui-même (Marx, cité p. 65).

3 Cette notion de survaleur de Thomson, telle qu'elle est rapportée par C. Morilhat, ne diffère pas de celle de Smith : « Ainsi, la valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler » (Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, GF-Flammarion, Paris 1991, T. 1 & 2, T. 1, p. 118).

Dans la quatrième section, *Marx, l'appropriation de l'économie politique* (p. 67-81), C. Morilhat s'intéresse à trois écrits de Marx : *L'idéologie allemande* (1845-1846), avec la collaboration très partielle de Engels, *Misère de la philosophie* (1847) et *Travail salarié et capital* (décembre 1847). De *L'idéologie allemande*, l'auteur fait ressortir le premier exposé du matérialisme historique, ainsi qu'une restriction de la portée de la notion d'aliénation, quoique le travail non aliéné, essence du communisme futur, reste compris comme « manifestation de soi » :

Alors qu'elle était supposée constituer l'intelligibilité de la réalité économique et sociale, elle renvoie maintenant à l'impact des rapports économiques capitalistes sur l'existence concrète des individus (p. 67).

Ce point sera précisé dans les deux écrits suivants. Dans *Misère de la philosophie*, l'aliénation du travail semble être si complète avec l'atelier automatique et son « côté révolutionnaire » (car il incarne la déspecialisation – déqualification – complète du travail, rendu uniforme par le bas), qu'elle appelle son dépassement : « Mais du moment que tout développement spécial cesse, la tendance vers un développement intégral de l'individu commence à se faire sentir » (Marx, cité p. 76). Finalement l'essence de l'aliénation capitaliste est décrite dans *Travail salarié et capital* : l'ouvrier « produit la richesse étrangère qui le domine, la force qui lui est hostile, le capital » (Marx, cité p. 80). On sait que la plus value est à l'origine de cette richesse étrangère et du capital, du moins à l'issue de son accumulation primitive. C. Morilhat retrace, à travers les deux derniers écrits mentionnés, le début du cheminement de Marx vers cette notion, et par suite vers celle de force de travail. Dans *Misère de la philosophie*, Marx reconnaît le caractère scientifique de l'économie politique classique, mais qui reste limité en ce qu'elle fait des catégories bourgeoises, capital, salaire, profit, etc., des catégories éternelles et non historiquement déterminées et par suite datées. Il s'approprie la théorie de la valeur travail, dans sa version ricardienne, mais conserve la notion de valeur du travail, déterminée par celle des marchandises nécessaires à l'entretien du travailleur. Dans *Travail salarié et capital*, Marx fait un pas en avant vers la notion de plus value en énonçant que « Le capital ne consiste pas dans le fait que du travail accumulé sert au travail vivant de moyen pour une nouvelle production. Il consiste en ceci que du travail vivant sert de moyen au travail accumulé pour maintenir et accroître la valeur d'échange de celui-ci » (Marx, cité p. 79). En d'autres termes, c'est

le travail vivant qui met en valeur le capital. Néanmoins, le travail reste pour Marx la marchandise que son possesseur vend au capitaliste, bien qu'il ait l'intuition que face au capital existe une classe ne possédant rien d'autre que sa capacité de travail (voir p. 79).

Le matériau de Marx utilisé par C. Morilhat dans la cinquième section, *Marx, la critique de l'économie politique* (p. 81-135), est constitué pour l'essentiel des *Grundrisse* (1857-1858), de la *Contribution à la critique de l'économie politique* (1858), dont l'*Introduction* de 1857 et des *Fragments de la version primitive* de la *Contribution* (1858), des *Manuscrits de 1861-1863*, du *Chapitre VI (Un chapitre inédit du Capital)*, de *Salaire, prix et profit* (conférences de juin 1865), du *Capital* (1867-1895). On note aussi quelques références aux *Théories sur la plus-value*. Cette section contient des critiques, avec des références à Marx à l'appui, d'auteurs contemporains, analystes ou commentateurs des travaux de Marx. Notamment la critique de Tran Hai Hac⁴ sur la nature du travail abstrait (p. 99-102), la critique de Jacques Bidet⁵, Jean-Marie Harribey⁶ et T. Hai Hac sur la question de la nature de la force de travail notamment en liaison avec sa qualification (p. 110-115), la critique de A. Rabinbach⁷ sur le caractère du travail comme dépense d'énergie (p. 125-128).

Ces critiques mises à part, C. Morilhat décrit la progression de Marx, à partir des *Grundrisse*, vers la formulation finale de son concept de force de travail. On en indique les principales étapes retenues par l'auteur.

Dans les *Grundrisse*, Marx souligne que, pour être échangistes, les travailleurs doivent être libérés des liens de dépendance prévalant dans les anciens modes de production : ils se retrouvent donc travailleurs libres, dont la seule propriété est leur « puissance de travail » (Marx, cité p. 86) face aux capitalistes propriétaires des conditions objectives du travail. Mais C. Morilhat nous montre un Marx hésitant, qui a conscience que ce que le capitaliste achète au travailleur, c'est sa « puissance de travail » bien qu'il continue de s'exprimer en termes d'échange de travail. Il met en évidence le caractère particulier de la marchandise vendue, remarquant que dans l'échange avec le capitaliste, la valeur d'usage que vend le travailleur n'est que potentielle, ce qu'il vend c'est une « aptitude »,

4 *Relire « le Capital »*, Lausanne, Page Deux, 2003.

5 *Que faire du « Capital » ?*, Paris, Klincksieck, 1985.

6 *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Paris, Les Liens Qui Libèrent, 2013.

7 *Le moteur humain* [1991], trad. de M. Luxembourg et M. Cuillerai, Paris, La Fabrique, 2004.

une « capacité de son être physique », c'est la « mise à disposition » du travail qui n'est pas encore « objectivé » ; la valeur d'usage ne devient réelle que lorsqu'elle est mise en mouvement par le capital, c'est le « travail objectivé », qui est source de valeur (cf. p. 86-90). Il distingue donc, au moins intuitivement, l'acte d'échange proprement dit de ce qui sera la force de travail, de sa valeur d'usage, le travail, créateur de valeur et de survaleur ou plus value : « La valeur n'est que du travail objectivé, et la survaleur (valorisation du capital), n'est que l'excédent au-delà de la partie du travail objectivé qui est nécessaire à la reproduction de la puissance de travail. » (Marx, cité p. 92). La forme salaire, prix du travail objectivé, permet au travailleur d'acquérir les moyens de subsistance, avec leur contenu social et historique. Ce travail est du travail aliéné en ce que l'habileté du travailleur est transférée à la machine, le travail devenant une activité purement abstraite, indifférente à sa forme particulière.

Avec les *Fragments de la version primitive* de la *Contribution*, Marx établit clairement la distinction entre travail et capacité de travail dans l'échange entre le capitaliste et le travailleur : « Il ne s'agit pas d'échange entre de l'argent et du travail, mais entre de l'argent et la capacité de travail vivante. Valeur d'usage, la capacité de travail ne se réalise que dans l'activité laborieuse elle-même » (Marx, cité p. 104).

Les *Manuscrits de 1861-1863*, reprennent cette distinction, notamment dans le contexte de l'aliénation du travail : les conditions objectives de la réalisation de la puissance de travail, c'est-à-dire les conditions du « travail objectivé », sont extérieures au travailleur, lui apparaissent comme une puissance étrangère à laquelle il est soumis, rendant son travail étranger à lui-même (cf. p. 105-106). Le fait que Ricardo n'ait pas fait cette distinction l'empêche de concilier le principe d'équivalence dans l'échange – entre salaire et valeur de la puissance de travail – et la présence d'une survaleur.

C'est dans *Salaire, prix et profit* que Marx utilise pour la première fois l'expression « force de travail » : « Ce que l'ouvrier vend, ce n'est pas directement son *travail*, mais sa *force de travail* dont il cède au capitaliste la disposition momentanée. » (Marx, cité p. 109). Dans ces conférences de 1865, Marx énonce la loi des salaires, leur tendance à la baisse, et s'il salue les luttes pour s'y opposer, il prévient que lutter contre l'effet, la baisse, ne supprime pas la cause, le salariat. Il y dénonce la revendication de l'égalité des salaires, l'inégalité des salaires reflétant l'inégalité des valeurs des différentes forces de travail liée aux différences de formation.

Dans le *Chapitre VI*, « Les résultats du procès immédiat de production », Marx utilise à nouveau l'expression « force de travail », énonce que le capital est mis en valeur par le travail vivant et introduit la distinction entre la soumission formelle du travail au capital, réalisée dans des conditions techniques de production précapitalistes, et sa soumission réelle au capital, réalisée dans des conditions techniques propres au mode de production capitaliste.

C'est bien sûr dans *Le Capital*, notamment dans le Livre I publié du vivant de Marx, qu'il faut chercher la signification définitive du concept de force de travail. Curieusement, C. Morilhat prend pour point de départ la Sixième Section de cet ouvrage, « Le salaire », plutôt que le chapitre VI, Deuxième Section, « L'achat et la vente de la force de travail », dans lequel Marx fixe une fois pour toutes le concept. L'auteur revient donc, à partir de la Sixième Section, sur la notion de valeur du travail, « expression irrationnelle » selon Marx, qui masque la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, sur laquelle ont buté les économistes classiques. Après une discussion sur l'emploi du mot « force » dans l'expression « force de travail », l'auteur mène sa critique de Rabinbach, mentionnée plus haut, sur la nature de la force de travail, ramenée au problème de la nature de travail abstrait, source de la valeur. À l'inverse de Rabinbach qui ramène le travail abstrait à une dépense d'énergie, C. Morilhat, s'appuyant sur I. Roubine, souligne le fait que Marx met en avant le caractère social de la valeur des marchandises, car la notion de valeur est abstraite dans les conditions des rapports marchands, donnant du même coup un caractère social à ce qui en est à l'origine, le travail abstrait.

Dans sa *Conclusion*, C. Morilhat s'essaie à établir les traits fondamentaux du travail de Marx qui le conduisent au concept de force de travail. L'idée centrale en est que Marx change de terrain par rapport à la théorie des trois sources de revenus : capital-profit (intérêt), terre-rente, et travail-salaire (formule « trinitaire »), qui masque les rapports sociaux réels et le phénomène de la plus-value. Cette rupture avec la formule trinitaire viendrait de la fréquentation par Marx des ouvriers et l'adoption du point de vue des travailleurs. Avec sa démarche matérialiste il appréhenderait les formes de production propres au capitalisme, donnant à la production un rôle fondamental dans le mouvement économique. Ses connaissances empiriques lui auraient par ailleurs montré l'inadéquation entre la réalité vécue par les travailleurs et les discours des économistes. Enfin, l'utilisation

de l'abstraction et le travail d'analyse des écrits des économistes lui auraient permis d'aller au-delà des apparences et de proposer de nouveaux concepts.

L'ouvrage de C. Morilhat s'adresse aux lecteurs familiers des écrits de Marx, si ce n'est aux lecteurs marxistes. Du fait de la démarche utilisée, on n'y trouve pas de véritable fil conducteur, l'auteur passant allègrement d'un thème à l'autre. Il s'étend sur la question du travail abstrait, qui, si elle relève de la théorie de la valeur, n'est pas directement liée à celle de la force de travail, laquelle, à travers la relation salariale et la relation de travail, relève de l'organisation économique. Des questions sont soulevées, comme celle de la réduction du travail complexe au travail simple, qui a rapport à la valeur de la force de travail, sans qu'aucune piste pour sa solution ne soit mentionnée – il est vrai que Marx n'en avait pas. Bien que C. Morilhat, semble penser que le thème de l'aliénation soit assez éloigné de son entreprise, décrire la formation du concept de force de travail par Marx (voir p. 57), il y consacre d'assez longs développements relatifs aux écrits du jeune Marx. Ils auraient été plus utiles s'ils avaient été plus explicitement reliés aux conditions de l'existence et de l'appropriation de la plus-value par les capitalistes.

Finalement, C. Morilhat ne paraît pas avoir pris une hauteur suffisante à l'égard des écrits de Marx, ce qui explique qu'il nous entraîne dans les méandres souvent obscurs de sa pensée.

*
* *

Philosophie économique – un état des lieux, Gilles CAMPAGNOLO et Jean-Sébastien GHARBI (dir.), Éditions Matériologiques, Paris, 2017, 646 pages.

Michel HERLAND
Université des Antilles

Qu'est-ce que la philosophie économique ?

Un gros ouvrage (plus de 600 pages, dix-sept contributions) apparaît sans nul doute nécessaire pour traiter en détail des sujets relevant à la

fois de l'économie et de la philosophie. Néanmoins, d'emblée, le lecteur est conduit à s'interroger sur l'expression « philosophie économique », même si elle est confortée institutionnellement par les *masters* qui portent cet intitulé. Dans leur introduction, les deux directeurs de l'ouvrage s'emploient à défendre leur choix en faveur de cette expression, tout en reconnaissant qu'elle « peut facilement être mal comprise ». De fait, nul n'aurait l'idée de parler à propos de l'histoire, autre science sociale, d'une quelconque « philosophie historique » à la place de la philosophie de l'histoire. « Philosophie économique » se comprend *a priori* comme une philosophie particulière qui utiliserait des instruments de l'économie, comme on dit, par exemple, philosophie analytique. La *Théorie de la justice* du philosophe Rawls est l'exemple qui vient immédiatement à l'esprit en ce sens-là. Que dire alors des économistes qui construisent des modèles formalisés relatifs à la justice sociale ? Font-ils de la philosophie économique ou de l'économie philosophique ? Aucune des deux, sans doute : ils sont des économistes qui étudient la justice sociale avec leurs instruments, comme ils pourraient étudier n'importe quelle autre question. On ne voit guère de philosophie là-dedans.

Il faut quand même trouver un terme qui englobe les travaux à cheval entre l'économie et la philosophie, qui relèvent donc à la fois des deux disciplines et qui sont portés aussi bien par des économistes que des philosophes. « Économie et philosophie », l'expression retenue par les anglo-saxons (*Economics and Philosophy* est le titre de la principale revue dans le domaine), paraît à cet égard le choix le plus judicieux. Mettre « économie » en premier indique que les questions abordées relèvent du domaine de l'économie (la répartition des revenus et des richesses dans le cas de la justice sociale, par exemple) et la conjonction des deux termes rappelle que les outils utilisés appartiennent à la fois aux deux disciplines et que les auteurs peuvent être aussi bien économiste que philosophe (ou les deux à la fois).

« L'épistémologie économique » (au sens d'épistémologie de l'économie) fait-elle partie de la « philosophie économique » (nous omettrons les guillemets par la suite), sachant que nombre d'économistes épistémologues ne placeraient pas leurs travaux sous l'égide de la philosophie ? De même peut-on s'interroger sur la tendance de la philosophie économique à s'annexer des travaux d'histoire de la pensée économique. Tout cela contribue à la confusion autour du contenu de la nouvelle discipline.

Ainsi, dans le recueil examiné ici, les trois contributions qui passent en revue les différentes étapes de la théorie du bien-être (depuis les premières formulations en termes d'utilité cardinale jusqu'aux préférences révélées en passant par le théorème d'Arrow¹) trouveraient-elles aisément leur place dans une revue d'histoire de la pensée économique.

Ne serait-il pas préférable de laisser à l'épistémologie et à l'histoire de la pensée ce qui leur revient traditionnellement, pour délimiter un champ de la philosophie économique intelligible par tous ? On ne retiendrait alors parmi l'ensemble des contributions du recueil, outre l'introduction et la postface des deux directeurs, que celles qui portent respectivement sur la conception utilitariste de l'agent économique (Catherine Audard), l'égalitarisme libéral (Claude Gamel), la propriété (Jean Magnan de Bornier), la justice intergénérationnelle (Danielle Zwarthoed), l'ontologie de l'économie (Pierre Livet), la biodiversité (comme thème de philosophie économique – Yves Meinard), les normes (Emmanuel Picavet). Seraient renvoyés vers l'épistémologie ou l'histoire de la pensée économique les trois contributions sur l'économie du bien-être ainsi que celles sur Aristote (Ricardo Crespo), la méthode scientifique (Bernard Walliser), les modèles et simulations (Denis Phan et Franck Varenne), la théorie des jeux (Cyril Hédoïn), l'efficacité des marchés financiers (Christian Walter).

Tout cela ne signifie évidemment pas que les diverses contributions que nous souhaiterions écarter du champ de la philosophie économique présentent moins d'intérêt que les autres. Rédigées par des spécialistes souvent reconnus, elles sont au contraire riches d'enseignements pour les économistes attentifs aux fondements de leur discipline². Notre propos, on l'aura compris, ne concerne pas le contenu de chacune mais simplement la question de savoir si elles trouvent ou non leur place dans un recueil visant à faire un état des lieux de la philosophie économique.

1 Antoinette Beaujard : « L'économie du bien-être est morte, vive l'économie du bien être » (p. 77-128); Mikaël Cozic : « Le rôle de la psychologie dans la théorie néo-classique du consommateur » (p. 385-488); Maurice Lagueux : « Agents économiques et rationalité » (p. 489-502).

2 On doit néanmoins déplorer l'absence de tout index, que ce soit des noms ou des matières. Compte tenu des nombreuses redondances entre les articles, ces manques se font particulièrement sentir.

*
* *

Knut WICKSELL, *Lectures on political economy, Volume I : General Theory, Volume II : Money*. Introduction by Lionel Robbins, p. vii-xix, London, Routledge [1934], *Routledge Revivals*, reprint 2010.

Sylvie RIVOT
Université de Mulhouse
BETA

Selon une idée communément admise, Keynes aurait mis au point de façon autonome et isolée l'essentiel de ce qu'il est convenu d'appeler la démarche macroéconomique contemporaine, sans avoir été véritablement influencé ni même précédé par d'autres. La volonté d'étudier le fonctionnement du système économique dans son ensemble, tout d'abord, le rejet de la proposition classique selon laquelle la monnaie est un « voile » aux échanges ensuite, et enfin la proposition de l'égalité entre épargne et investissement comme condition de l'équilibre macroéconomique, l'ensemble de ces points cruciaux n'auraient comme paternité que celle de Keynes. Le versant politique de cette conception de la naissance de la macro-économie est tout aussi intransigeant et caricatural. Il correspond à l'idée selon laquelle il n'y aurait pas eu de plaidoyer en faveur d'une intervention publique sous la forme de travaux publics en dehors du cercle des économistes keynésiens (la question de la justification de l'expansion monétaire étant plus nuancée). Pour le dire autrement : s'agissant de la politique économique, il y aurait un lien biunivoque entre les travaux publics et la conception initiée par Keynes de l'équilibre macro-économique.

Comme toutes les propositions qualifiées d'idée communément admise par les historiens de la pensée économique, cette vision de la révolution macroéconomique est en réalité largement exagérée, et même en très grande partie erronée. S'agissant des années 1930, tout d'abord, une étude attentive des écrits des économistes de l'époque montre que Keynes fut l'un des artisans de cette fameuse révolution scientifique, mais non le seul. Pour ne prendre qu'un exemple, grâce à l'étude de matériaux récemment disponibles on sait maintenant que Michal Kalecki (1889-1970) doit être considéré comme l'un des économistes qui a le

plus anticipé l'argumentation développée dans la *Théorie générale* de Keynes (Assous, 2006), avec en particulier les arguments suivants : la construction d'un modèle statique de sous-emploi ainsi que la définition d'un système d'équilibre général.

S'agissant du versant politique de cette histoire largement simplifiée de la macro-économie, il faut également souligner que les plaidoyers en faveur d'une politique de travaux publics ont de toute évidence précédé la « révolution keynésienne » de 1936. Keynes lui-même argumenta en faveur des travaux publics dès le milieu des années 1920 avec comme objectif de lutter contre la longue récession qui sévissait durant cette décennie au Royaume-Uni. Par ailleurs, des économistes que l'on range à tort dans le camp des non-interventionnistes, comme Pigou, n'étaient pas hostiles à un programme de travaux publics, bien qu'en désaccord sur le plan théorique avec l'argumentation keynésienne. Du point de vue strictement factuel, on peut rappeler que la politique de travaux publics est mise en œuvre aux États-Unis avec le *New Deal* de Roosevelt dès 1933.

La réimpression par Routledge de ces deux volumes des *Lectures on Political Economy* de Knut Wicksell (1851-1926) participe de cette entreprise salvatrice de révision de notre perception communément admise de l'histoire de la macro-économie. Ainsi, la remise à disposition de ces deux ouvrages met en évidence le fait que Wicksell a pu en grande partie anticiper la construction théorique développée dans les années 1930-1933 par Keynes. Il faut d'ailleurs souligner que l'édition originale de ces deux volumes de Wicksell, qui paraissent pour la première fois en anglais en 1934, relève justement de l'initiative de Keynes lui-même et de Richard Kahn, celui-là même qui joua un rôle important dans le processus de révision du *Treatise on Money* (1930) qui conduisit à la *General Theory* (Dimand, 1988). Les contributions de Wicksell à l'analyse macro-économique furent malheureusement très largement ignorées de son vivant, et ce même en Scandinavie – il eût les pires difficultés à obtenir une chaire permanente du fait d'une absence de diplôme en droit notamment (Uhr, 2008). Et il y a fort à parier que, sans l'initiative de Keynes et de Kahn au milieu des années 1930, ces contributions majeures seraient demeurées oubliées pour plus longtemps encore. D'un point de vue rétrospectif, il y a d'ailleurs une ironie certaine à ce que ces *Lectures* aient été publiées en 1934 avec une introduction de Lionel Robbins, un autre économiste influent de la période qui nous intéresse

mais ennemi direct de la révolution keynésienne. À la *London School of Economics*, Robbins était en effet le chef de file des « liquidationnistes », les farouches adversaires de la politique de travaux publics défendue par les keynésiens et plus largement par tous ceux opposés au « point de vue du Trésor ».

Ces *Lectures on Political Economy* comprennent deux volumes, l'un consacré à la « théorie générale », l'autre à la « monnaie ». Ils correspondent à la traduction anglaise des *Vorlesungen über Nationalökonomie* publiés par Wicksell en 1901 et 1906. Le volume 1 des *Lectures* s'inscrit dans le prolongement du travail effectué dans *Über Wert, Kapital und Rente* [*Valeur, Capital et Rente*] (1893), dans lequel Wicksell tentait d'opérer une synthèse entre théorie de l'utilité marginale et de la productivité marginale avec le cadre d'analyse générale de Walras, devenant ainsi un pionnier de la théorie de la rémunération des facteurs de production en fonction de leur productivité marginale (Uhr, 2008). Mais la contribution de Wicksell va au-delà de la théorie pure de la valeur et de la distribution. Robbins écrit ainsi dans son introduction aux *Lectures on Political Economy* :

le plus frappant (...) dans la sphère de la théorie de la production est la contribution de Wicksell aux problèmes liés au capital et à l'intérêt. Ici, son éclectisme atteint le point du pur génie. Par une sélection judicieuse des meilleurs éléments des théories antérieures il achève une reformulation de cette partie de la théorie de la production à partir de laquelle on peut dire assurément que tout travail ultérieur dans ce domaine qui aspire à être pris au sérieux devra commencer (Robbins *in* Wicksell, 2010, p. xiii).

Du point de vue de l'histoire de la macro-économie, c'est bien sûr le volume 2 de ces *Lectures* qui s'avère le plus important. Ici, Wicksell poursuit l'analyse menée dans *Geldzins und Güterpreise bestimmenden Ursachen* [*Intérêt et Prix*] (1898). Grâce à ce volume, Wicksell apparaît comme un véritable pionnier de l'argumentation théorique développée par Keynes dans son *Treatise on Money* (1930) et sa *General Theory* (1936). En effet, Wicksell y construit une approche en termes de demande globale et d'offre globale ; il étudie par ailleurs les relations entre investissement et épargne comme les mécanismes expliquant les fluctuations de la valeur de la monnaie et des prix ; il renverse en particulier la relation causale entre variations de la quantité de monnaie en circulation et niveau de prix. Mais la contribution la plus marquante de Wicksell à la théorie

d'une économie monétaire est son étude des relations entre taux d'intérêt naturel, taux d'intérêt monétaire et niveau général des prix. Comme le résume parfaitement Robbins, « la théorie monétaire et la théorie du capital sont toutes les deux dans l'*impasse* quand la théorie de la monnaie est limitée à la simple théorie quantitative et que la théorie du capital est divorcée de la théorie du marché monétaire » (Robbins *in* Wicksell, 2010, p. xvii). C'est précisément cette égalité entre taux d'intérêt naturel et taux d'intérêt monétaire vue comme condition de stabilité des prix qui intéressa Woodford (2003) dans sa tentative de construction d'une macro-économie néo-wicksellienne.

Cette réimpression des *Lectures on Political Economy* est donc la bienvenue pour les historiens de la pensée économique soucieux d'établir la généalogie précise de la naissance de la macro-économie contemporaine. Elle est également susceptible d'intéresser nos collègues macro-économistes à la recherche de nouvelles pistes de réflexion à explorer. Car, comme le dit l'adage, les nouvelles idées se trouvent bien souvent dans les vieux livres.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOUS, M. [2006], « Kalecki était-il Keynésien avant Keynes ? », *Revue économique*, 57, p. 165-183.
- DIMAND, R. [1988], *The Origins of the Keynesian Revolution, the Development of Keynes's Theory of Employment and Output*, Aldershot (R.U.), Edward Elgar.
- KEYNES, J.M. [1971-1989], *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, 30 vol., Londres, Macmillan for the Royal Economic Society, CW 5, *The Treatise on Money, Part 1 : The Pure Theory of Money*, 1930, CW 6, *The Treatise on Money, Part 2 : The Applied Theory of Money*, 1930, CW 7, *The General Theory of Employment, Interest and Money*, 1936.
- UHR, C.G. [2008], « Wicksell, J.G. Knut (1851-1926) », in S. DURLAUF and L.E. BLUME (éd.), *New Palgrave Dictionary of Economics*, 2^d éd., Vol. 8, Londres, Macmillan, p. 742-750.
- WICKSELL, K. [1893], *Über Wert, Kapital und Rente*, Jena, G. Fisher. Translated S.H. Frowein as *Value, Capital and Rent*, Londres, Allen & Unwin, 1954.
- WICKSELL, K. [1898], *Geldzins und Güterpreise bestimmenden Ursachen*, Iéna, G. Fisher. Translated R.F. Kahn as *Interest and Prices. A Study of the Causes Regulating the Value of Money*, Londres, Macmillan, 1936.
- WOODFORD, M. [2003], *Interest and Prices*, Princeton, Princeton University Press.